

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 251  
VENDREDI 12 JANVIER 1951  
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

L'Occident  
pactise avec  
LA DICTATURE:  
Pleven, Attlee et Truman

## CONTRE LE RÉARMEMENT soutiennent Franco 3<sup>e</sup> Front International



Chacun s'interroge avec inquiétude sur les possibilités de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale. Et pourtant, à voir la marche des événements, les budgets militaires de plus en plus lourds, il n'est pas possible de croire à la paix, à cette paix fragile, à la santé incertaine dont les fossoyeurs précisent le diagnostic. La guerre de Corée a mis en évidence la mauvaise foi réciproque des belligérants et de celui qui agit par personne interposée jusqu'à ce qu'il jette le masque dans une guerre ouverte. On a vu la mauvaise foi de Mac Arthur franchissant le 38<sup>e</sup> parallèle et rapprochant ses forces des centrales hydroélectriques du Yalu pour permettre à la délégation américaine de relever le ton à Lake-Success.

On a vu également l'intervention soviétique aux côtés des Coréens du Nord relayée après l'échec, par les forces chinoises. Et l'on voit aujourd'hui 10 millions de réfugiés fuyant vers le Sud, des enfants gelés, perdus, mourant de faim : la guerre avec son cortège classique.

Cette « drôle » de guerre de Corée offre non seulement un champ d'expérience pour les armes nouvelles, mais permet à messieurs les militaires américains, soviétiques et chinois, de corriger leur stratégie, et de tirer des leçons pour les guerres à venir plus meurtrières, plus totales.

La guerre de Corée reste une étape grave dans la guerre générale. Les antagonistes ont forgé leurs alliances, rallié les matières premières et bâtit maintenant leur machine de guerre comme un chef-d'œuvre.

Il y a encore des optimistes pour dire que les géants de ce monde reculeront devant une guerre générale. Pourquoi reculeraient-ils alors qu'ils vont vers elle par leur intrinsèque réciprocité ?

L'économie américaine consacre actuellement les 7 % de sa production totale à des fins militaires, mais la politique de réarmement, avec ce que cela comporte de restrictions matérielles et syndicales et des privations ou d'abandon de la production, n'est que la production totale pendant la deuxième guerre mondiale.

De son côté l'économie soviétique ne perd pas de temps, malgré le handicap des grandes destructions en Russie d'Europe :

Staline, dans son discours du 9 février 1946, invitait les soviétiques à produire dans la prochaine décennie 60 millions de tonnes d'acier, 50 millions de tonnes de fonte, 500 millions de tonnes de charbon et 60 millions de tonnes de pétrole, et ces chiffres étaient indiqués comme couverture de sécurité.

Mais, une fois de plus, les événements n'ont-ils pas plus vite que la volonté des dictateurs et des « Démocrates », une fois de plus les grandes armées se s'affrontent-elles pas avant d'avoir stocké le potentiel industriel estimé nécessaire, comme ce fut le cas dans la nuit du 21 au 22 juin 1941 ?

L'Allemagne, avec 40 millions d'habitants dans la partie occidentale et 18 millions dans la partie orientale, ne va-t-elle pas devenir une seconde Corée ? Et ce, avec l'appui possible de la germanophilie russe, exacerbée par la mise sur pied de divisions allemandes devant être intégrées dans la machine militaire du Pacte Atlantique ?

L'engrenage des événements rendant possible la guerre est en mouvement et les opinions publiques, dans une large part, soutiennent leurs dirigeants tout en détestant leurs institutions.

**LE REARMEMENT FRANÇAIS**

En France le réarmement est amorcé. Un surcroît d'impôts l'inaugure. Le tour de vis fiscal doit produire 140 milliards pour constituer avec diverses majorations un fonds d'armement de 355 milliards qui doivent s'ajouter aux 385 milliards de dépenses militaires que prévoit le budget, ce qui fait un total de 740 milliards. 740 milliards qui pèseront sur les prix déjà tendus, réduisant d'avantage encore le pouvoir d'achat et poussant aux heures supplémentaires.

Devant la gravité des événements internationaux, cette inflation déguisée qui va progressivement faire sentir ses effets, laisse indifférente l'opinion ouvrière qui voit l'avenir sombre.

L'ouvrier français se rend bien compte qu'il est placé à l'avant-scène de la grande tragédie qui s'élabore et que du heurt des deux géants sortira l'effacement complet. L'exemple coréen est là avec le va et vient des armées, les bombardements, les incendies des stocks non transférables et l'exode pitoyable.

Le travailleur français pressent tout cela sans se l'avouer et ce monde d'acier qui le prend à la gorge et le rend impuissant, l'angoisse !

A quoi sert alors ce tam-tam autour du relèvement européen avec les 9 milliards de dollars payés en deux ans par le contribuable américain, puis-

que les deux grandes coalitions qui vont s'acharner l'une sur l'autre pour imposer leur paix vont détruire en moins de temps qu'il faut pour l'écrire ce patient effort ouvrier ?

Les travailleurs ne vont-ils souffrir pour produire, que pour saigner et détruire, emportés par le vertige des propagandes de guerre et ce véritable appel au meurtre que constitue la fabrication des armements ? Le monde ne pourra-t-il s'unir et dompter les forces qui le déchirent qu'après avoir porté la guerre partout ?

Il est aujourd'hui des économistes qui estiment que la guerre est une « révolution sociale » parce qu'elle pousse à la technique et emporte les régimes que le discrédit public endure ! On nous citera la discipline militaire détruisant le système des castes aux Indes en mêlant dans la même existence et dans les mêmes dangers les titulaires de castes et les intouchables. Quel singulier cheminement emprunte l'évolution pour détruire des institutions que l'enchevêtrement des intérêts cristallise !

A peine un nation sort d'un assemblage de familles qu'elle base son existence sur une armée puissante et sur les hauts fourneaux, les cokeries, la grosse métallurgie qui forgent l'arsenal militaire nécessaire. Et dès lors de lourdes contraintes économiques et politiques pèsent sur les travailleurs qui, de ce fait, brisés psychologiquement, ont de faibles moyens de réaction.

Cercle vicieux qui a toujours effrayé les révolutionnaires, leur montrant les énormes forces qu'il faudra abattre pour éclaircir l'avenir. L'année 1951 sera une des années les plus terribles et les plus décourageantes parce que, le rythme d'armement des nations atlantiques ne laisse plus aucun doute sur leurs intentions qui ne sont pas

moins cyniques que les intentions « pacifiques » des potentats de l'Orient.

Sur quoi désormais s'appuyer ? Comment pouvoir efficacement rejeter l'américanisme, le socialisme en tant que forces de guerre parce que conceptions rivales dans la reconstruction du monde ?

Le seul appui qui reste désormais aux travailleurs de tous les continents, colonisés au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> degré, c'est de s'accrocher à cette force morale qui peut vite devenir efficacement matérielle et qui a nom : **TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE**.

Le TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE rejoint la pure tradition sociale de la révolte du monde ouvrier international contre les oppresseurs classiques et transitoires. Il doit être le pôle attractif de ces centaines de millions d'hommes qu'écœurent la « civilisation » mécanique et esclavagiste que la bourgeoisie mondiale pourrissante incarne et que continue les technocrates d'obédience américaine et stalinienne. Le TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE est désormais le seul espoir contre une guerre d'annihilation qui entrainera derrière elle les camps de concentration américains et staliens.

S'il est absurde de chercher la paix derrière un stock de bombes atomiques ou la fin du capitalisme par des « victoires » de l'armée sino-soviétique, il est logique de rechercher la sécurité et la vie toute différente qu'elle détermine, à partir d'un lien de classe, authentique, international, à partir d'une commune haine des régimes policiers, des régimes de privilèges, afin que la menace entre les travailleurs tombe et avec elle ce bellicisme ardent que, bourgeoisies et dictatures cultivent comme un ciment de leur régime et comme le moyen d'atteindre leurs fins.

## PROBLEMES COLONIAUX

L'ETABLISSEMENT des grands empires coloniaux qui atteignent leur apogée dans la seconde moitié du siècle passé obéit à des causes presque essentiellement économiques que le marxisme définit d'ailleurs valablement. Les puissances dites coloniales, une fois installées sur le sol conquis, qu'ont-elles fait ? Quelle sera la résultante de l'action divergente des colonisateurs et des colonisés ?

L'œuvre colonialiste, après un démarrage souvent difficile, s'est effectuée en conformité avec les causes originelles dans un sens strictement économique. La mise en valeur a été plus ou moins active selon les lieux et les populations, mais dans l'ensemble, les métropoles s'enorgueillissent des résultats obtenus. L'historien classique distingue fort superficiellement, les colonies dites de peuplement et celles, bien nommées, d'exploitation. En fait, toute colonie est terre d'exploitation et dans la mesure où le climat le permet, se peuple rapidement de métropolitains. La colonisation a eu comme effet direct de faire passer, en brûlant les étapes, la population autochtone de la forme sociologique dite de tribu à celle de bas pro-

létariat. Ce bas prolétariat, exploité comme rarement le fut chair à travail, a permis les super-bénéfices coloniaux, et par voie de conséquence, a donné au colonialisme un esprit d'entreprise apte à promouvoir les rapides évolutions économiques. Cette évolution économique sert, bien entendu, le capitalisme local et métropolitain, et se trouve à la base d'une astucieuse propagande qui leurre jusqu'aux coloniaux eux-mêmes (à vrai dire, les fils du colon y sont plus sensibles que les fils du colonisé).

Chemins de fer, routes, assainissements, tunnels, barrages, usines, ports, la statistique, qui est le plus mathématique des mensonges, tire grand profit des « réalisations ». Or, les prétendues

(et parfois effectives) réalisations sont l'habituel levier de propagande des capitalistes. (Consulter l'américain « Victory » et stalinien « France-UR.S.S. »). Le capitalisme colonial ne faillit pas à la tradition. En 1890, la Mitidja était un vaste marécage malsain, aujourd'hui, elle est l'un des plus riches terroirs algériens. L'art hispano-mauresque n'avait cessé d'accélérer sa décadence depuis sa gloire du 12<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, les écoles artisanales le font revivre, voyez ces céramiques, ces tapis, ces cuivres. En 120 ans, la population indigène a quadruplé, des hôpitaux, des dispensaires luttent contre la tuberculose et autres fléaux (mais ces institutions peuvent-elles lutter contre l'atavisme et la sous-alimentation, source de la plupart des maux populaires). On est presque tenté de croire à la « mission civilisatrice » de la France. Mais lorsque l'économiste n'est pas accompagné d'un humaniste, il n'est rien de plus mensonger que le socialisme.

Hormis la minorité européenne (qui possède son prolétariat équivalent à celui de la métropole) et quelques marionnettes en burnous rouge constellé pour cérémonies officielles, le fellah vit aujourd'hui comme il y a un millénaire, le ghourbi arabe et la tente nomade sont ce qu'ils étaient au 12<sup>e</sup> siècle et au 13<sup>e</sup>. L'individu, il faut le dire, n'a pas évolué. L'évolution lui a même été refusée, car l'évolution de l'individu aboutit inexorablement à la Révolution des peuples.

Ainsi le colonialisme a tiré profit du sol et du sous-sol en tenant sous une étroite dépendance l'individu qui devait, avant tout, demeurer chair à travail et ne pas concevoir un autre destin.

Mais des « politiques » sont nées de la masse colonisée, assez semblables à nos bourgeois des révolutions communales. Une certaine agitation s'est créée et il a fallu actionner la soupape de sûreté. De là, l'octroi à la colonie d'un statut. De là, le terme de membre de l'Union Française ou d'état associé remplaçant le vocable injurieux : colonie ; de là, la création d'un Parlement-croupion local dont la plupart des « politiques » se satisfont. Et l'agitation se résorbe partiellement. La colonie, le colon, le militaire subsistent, l'exploitation demeure, le vocabulaire seul a changé. Mais alors surgit un nouveau facteur d'agitation, le nationalisme. Le soupape de sûreté ne joue pas pour lui. Le Parlement devient une tribune, les revendications pleuvent. Un nouveau hochet ou épouvantail (selon le cas) est brandi : l'indépendance. C'est-à-dire la constitution d'un état débarrassé de la tutelle métropolitaine, la constitution d'une nation politique et militaire. L'exploitation continuera ; le joug sera-t-il moins lourd ? La prétendue révolution nationaliste est-elle une étape ? Ce sont là d'autres questions auxquelles nous tâcherons de répondre.

MARTIN (M.L.N.A.).

## HISTOIRE VECUE

La lettre que nous publions ci-dessous relate des faits dont nous sommes en mesure d'attester l'authenticité. Nos lecteurs sauront en apprécier l'intérêt...

Usseglio Jean-Pierre, apprenti maccabée, au lampiste scribouillard chargé du recrutement de l'armée :

Monsieur,

On me remet à l'instant la lettre par laquelle vous voulez bien me faire connaître que « faute de m'être présenté au conseil de révision et de fournir des justifications suffisantes, des sanctions seront prises contre moi ».

Pour ne pas être considéré comme déserteur, je me vois obligé — malgré les circonstances — à vous renseigner sur le champ (d'honneur). Laissez-moi vous dire que je considère votre lettre comme une plaisanterie de mauvais goût et son inopportunité ne la rendait si sinistre.

C'est qu'en effet, le chariot doit me prendre tout à l'heure et je vais avoir l'avantage de me faire couper un pied avarié (il y a quelques années en Hollande, où j'ai été parachuté) après qu'il ait eu l'insigne honneur de recevoir, pour contribuer à la gloire de l'armée, une des cinq balles qui m'ont traversé la paillasse.

Pied qui, soit dit en passant, se trait bien mieux placé ailleurs !

Puisque vous me demandez de « joindre à la présente lettre toutes pièces justificatives », je vais demander au toubib de remettre à un ami une jambe coupée, qui vous sera expédiée par la poste, car je ne puis — à mon grand regret, soyez-en persuadé — vous la porter moi-même.

Elle vous sera expédiée en recommandé, avec accusé de réception, car si, personnellement, je n'en fais pas grand cas, vous comprendrez que c'est tout de même une pièce dont je n'ai pas l'intention de vous fournir un double.

Je vous prie d'agréer... etc.

## Les 100 francs du « LIB »

RESOLU à mettre tout en œuvre pour assurer à notre journal une haute tenue et large diffusion, le C.N. a pris plusieurs initiatives, tant sur le plan rédactionnel que sur le plan financier.

Sur le plan rédactionnel, nous avons adressé à tous les camarades dont la plume est au service de notre idéal un appel leur demandant d'apporter leur collaboration au « Libertaire ».

Disons tout de suite que cet appel a été entendu. De nombreux camarades ont répondu et tous, sauf de rares exceptions, nous ont félicité de cette initiative, ainsi qu'en peuvent témoigner ces quelques extraits :

De Paul LAPEYRE : (Je m'associe de tout cœur à votre appel.)

De P.-V. BERTHIER : (J'ai bien reçu votre demande de collaboration. J'en assure déjà de multiples... Cependant je crois pouvoir vous envoyer de temps à autre un papier.)

De Louis LOUVET : (Bien sûr que j'accepte. Je dois même vous dire que j'ai été agréablement surpris...)

De IXIGREC : (J'accepte de participer à la diffusion des idées émancipatrices qui forment notre

lien commun et justifient notre activité.)

De Ch.-Aug. BONTEMPS : (Votre initiative me semble heureuse. Je vous souhaite sincèrement de réussir et, bien que je sois terriblement occupé, je m'en voudrais de ne pas répondre à votre appel.)

D'autres encore, que nous ne pouvons citer — qu'ils nous en excusent — faute de place. Et d'autres qui ne l'ont pas encore fait, répondront, nous en sommes sûrs, à notre appel.

A ceux qui sont déjà venus, à ceux qui viendront, nous adressons notre salut fraternel. Et,

## ...chaque semaine

aucune exclusive n'étant portée contre personne, nous souhaitons que tous répondent à notre appel dans le même état d'esprit que nous l'avons lancé : faire de notre « Libertaire » un grand journal.

Sur le plan financier, nous avons également lancé un appel. Là encore, cet appel n'est resté sans écho : le chiffre de cinquante souscripteurs a été rapidement atteint.

A l'heure où tant de journaux croulent au milieu de l'indif-

férence de leurs lecteurs, il est réconfortant et encourageant de constater que le « Libertaire », lui, inspire à ses amis autre chose qu'une considération distinguée.

Il est « leur » journal, le seul journal révolutionnaire de ce pays. C'est pourquoi il ne peut disparaître.

Mais qu'il survive est insuffisant : il faut encore qu'il se développe. IL FAUT RAPIDEMENT ARRIVER A UN « LIBERTAIRE » SUR SIX PAGES.

C'est pourquoi l'effort ne doit pas faiblir : les 100 francs hebdomadaires doivent demeurer la réa-

lité des mois, qui viennent.

Alors, avec l'aide de tous, militants, lecteurs et rédacteurs, nous ferons de ce journal un organe puissant dont il faudra bien qu'on écoute la voix, comme nous ferons de la Fédération Anarchiste une organisation révolutionnaire dont l'influence grandissante cristalliserà les énergies militantes de ce pays.

VIVE LE LIBERTAIRE !

VIVE L'ANARCHIE !

LE COMITE NATIONAL.

## ACTUALITÉ BULGARE

SOUS le titre « Vote d'une loi pour la défense de la paix, en Bulgarie », « L'Humanité » du 26-12-50 écrit :

Le Sobranié (Assemblée nationale bulgare) a voté hier à l'unanimité une loi pour la défense de la paix, répondant ainsi au manifeste adopté par le Congrès de Varsovie.

Cette loi défend, sous peine de sanctions allant jusqu'à quinze ans de prison, l'incitation et la propagande pour la guerre et vise ceux qui, oralement, par la presse, par écrit, radio, film, théâtre, œuvre artistique et littéraire et de n'importe quel autre moyen encouragent l'accroissement des armements, l'utilisation des armes atomiques et bactériologiques, et professent et diffusent des doctrines de discrimination raciale en vue d'une future guerre.

En clair : La répression stalinienne se donne des armes nouvelles. Les Staliniens pensent-ils par là retrouver le soutien d'un peuple dont 90 % des éléments leur sont hostiles ?

## Attention

AMIS LECTEURS, ne laissez pas passer la date du 15 janvier pour vous abonner au Libertaire.

Passée cette date, l'augmentation sera effective. Profitez du prix de l'abonnement actuel.

6 mois 250 fr.; 1 an 500 fr. C.C.P. Etienne Guillemau Paris 5072-44



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

### LE PARTI

Josip Broz Tito est le maître incontesté du Parti Communiste yougoslave. Il détient ce poste depuis 1937, date à laquelle il envoya son prédécesseur Gorkitch faire un pèlerinage à Moscou DONT IL NE REVINT JAMAIS. Ciliça, dans son livre « Au pays du mensonge déconcertant » nous donne de précieux renseignements sur le rôle abject de Tito à l'égard du secrétaire général du Parti et de son compagnon d'armes Mouk, tous deux, de chauds partisans léninistes et hostiles, dans une certaine mesure à la subordination du P. C. Y. aux directives du Kremlin. Pour maintenir sa domination à l'intérieur du Parti, Tito n'hésite pas à exclure et supprimer tous les éléments restés fidèles à Gorkitch ou les concurrents éventuels. Que Tito camoufle ces épurations sanglantes sous le couvert de l'anti-trotskyisme ne nous surprendra pas. Voici comment il formulait les tâches du Parti au cours de la 1<sup>re</sup> Conférence du P.C.Y. qui eut lieu à Zagreb du 19 au 23 octobre 1940 : « Premièrement, épurer le Parti de tous les éléments étrangers et dangereux et assurer son unité en mobilisant tous les militants du Parti contre la moindre tentative visant à créer des groupes et des fractions ; deuxièmement, raffermir l'organisation du Parti et le rendre apte à devenir effectivement le guide et l'organisateur de la lutte des masses laborieuses ; troisièmement, travailler de toutes ses forces à l'éducation de nouveaux cadres dirigeants, amener des hommes nouveaux aux postes de commande, débarrasser les organisations du Parti des vieux opportunistes et des liquidateurs invétérés ».

Ces déclarations en trois points, de Tito conditionnent toute l'activité du P. C. Y. Délaissant momentanément la lutte contre les « tyranniques locaux » le Parti rentrait dans la phase des épurations énergiques. Le « Prolétaire », organe du Comité Central, dans son numéro du mois de mai 1939, publiait cette décision des dirigeants du Parti : « A cause de leurs agissements subversifs et anti-parti (?), de leur sectarisme, de leurs tentatives de réveiller les luttes fractionnistes au sein du P. C. Y., de semer la confusion dans les rangs du Parti dans le pays et de diffuser de fausses nouvelles de l'étranger, à cause de leurs relations avec les éléments trotskystes et d'autres éléments suspects, etc... sont exclus du Parti... » Et suivait une liste de dirigeants, pour la plupart issus de la « vieille garde communiste », coupables d'avoir entretenu une collusion étroite avec les trotskystes auxquels ils communiquaient les secrets du Parti. Les raisons données pour justifier ces exclusions attirèrent plusieurs remarques. Tout d'abord, remarqua-t-on que Tito et son Comité Central ne péchaient pas par originalité. Nous retrouvons dans son « argumentation » les clichés stalinien du procès de Moscou contre le bloc des droitières et des trotskystes. Ce n'est d'ailleurs pas, par hasard, que l'épuration du P. C. Y. ait eu lieu simultanément après l'exécution de Radek et Boukarine. C'est encore un témoignage confirmant l'alignement du Parti yougoslave sur la politique du despote géorgien. Par ailleurs, au travers de ces exclusions, sans interrogatoire des accusés (!) transpire la volonté de maîtriser toute tendance non orthodoxe, de réaliser l'« unité politique et doctrinale » du Parti, artifice suivant lequel tout dictateur légitime les exécutions ou déportations. A l'heure actuelle, le P. C.

Y. s'inspire de procédés identiques. Selon Rankovitch, « les mesures que le C.C. du P.C.Y. prit pour épurer le Parti des éléments anti-parti, liquidateurs, parasitaires et fractionnaires étaient justes. Elles permirent à l'organisation du Parti de se développer rapidement » (2). Partant de telles conceptions, résultant de procédés aussi douteux, le P.C.Y. reste fidèle aux objectifs que lui fixait Josip Broz.

### LA RUPTURE

La docilité du P. C. Y. à l'égard du Kominform semblait acquise. Tito avait, avant, pendant et après la guerre donné assez de gages pour que le Kremlin soit assuré de ce côté. Alors que nul ne la prévoyait, la résolution du Kominform excluait, de son sein, les représentants yougoslaves, consterna et surprit l'opinion publique mondiale. Il convient de souligner, contrairement à ce que prétendent les dirigeants yougoslaves, que le P. C. Y. fut EXCLU du Kominform. Le terme de rupture est alors impropre. Mais il a sa signification. A mesure que s'affaiblissent les critiques du « Triangle Tito, Djilas, Rankovitch » contre le régime stalinien l'exclusion cède le pas à la rupture sur des bases idéologiques. Pourtant il suffit de se souvenir des suppliques adressées par le Comité Central au bureau d'information, pour convenir que les dirigeants yougoslaves n'ont pas accepté d'un cœur léger, leur mise à l'index par l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Les réponses officielles du P.C.Y. à la résolution du Kominform ne cherchaient qu'à nier les accusations dont il était l'objet. On y chercherait en vain, un point de divergence doctrinale. Il semble bien que Staline ait voulu intimider son élève trop bouillant, ne considérant pas la Yougoslavie irremédiablement ravée du glacis soviétique. Au cours d'une réunion du Conseil Economique d'Assistance mutuelle des pays de l'Est — organisme officiel destiné à faire pendre à l'O.E.C.E. en Europe Orientale — tenue à Sofia du 25 au 27 août 1949, examinant l'attitude générale des Démocraties populaires à l'égard de la Yougoslavie, les membres du Conseil décidèrent qu'aucune action offensive, soit diplomatique, soit militaire ne serait engagée contre le maréchal Tito. Et de fait, le Kremlin ne retira ses ambassadeurs que beaucoup plus tard. Pourquoi, alors, dans ces conditions, la « rupture » fut-elle consommée et pourquoi fût-elle possible. Car Tito ne fût pas le seul à vouloir se détacher de la tu-

### DÉFENSE DE L'HOMME

Le numéro de décembre de « Défense de l'Homme » vient de paraître. Signations d'intéressantes études de Lancelotti, Riondel, Pascal, Ch. Aug. Boncompagni, et P. V. Berthier et les habituelles critiques littéraires, théâtrales et cinématographiques. Signations en outre l'annonce d'un numéro spécial pour janvier. Et remercions l'animateur de cette sympathique revue, notre vieux camarade de Lorient, Lecoq, d'être fait l'écho, dans « Défense de l'Homme », de l'appel que nous avons lancé pour que vive « Le Libertaire ».

## SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

### PEDAGOGIE

S.A.T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (160 fr.). — S. GLODEAU : Une humanité, une langue, 82 fr. (40 fr.). — G. GLODEAU : Grammaire, 300 fr. (370 fr.). — A. JOUENNE : Une expérience d'éducation nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — M. MARTINET : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.). — G. ABUILLAH : « Les oiseaux » Maisons d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — C. FREINET : Technique de l'imprimerie à l'école, 20 fr. (30 fr.). — Page des parents, 20 fr. (30 fr.). La coopération à l'école moderne, 20 fr. (30 fr.). Pour le sauvetage des enfants de France, 20 fr. (30 fr.). La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.). Caravanes d'enfants, 20 fr. (30 fr.). L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.). Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.). L'école moderne française, 130 fr. (160 fr.). — Elise FREINET : Naissance d'une pédagogie populaire, 400 fr. (445 fr.). La santé de l'enfant, 130 fr. (160 fr.). Principes d'alimentation, 20 fr. (30 fr.). — Marie CASSY : Ecoles de villes, 20 fr. (30 fr.). — Jean MONBORGNE : Bilan d'une expérience, 20 fr. (30 fr.). — J. HUSSON : Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle, 20 fr. (30 fr.). L'éducation Decroly, 20 fr. (30 fr.). Baku, 20 fr. (30 fr.). — Paul ROBIN, 20 fr. (30 fr.). Les mouvements d'éducation nouvelle, 20 fr. (30 fr.).

### PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — Pierre KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.). — Camille BERNHEIM, 25 fr. (40 fr.).

### BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — F. PLANCHE : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.). — Pierre KROPOTKINE, sa vie, 210 fr. (240 fr.). Durole, la vie des couteliers, 150 fr. (180 fr.). — L. LECOIN : De prison en prison, 150 fr. (180 fr.). — SAINT-HEURY : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — Jules VALLES : L'enfant, 150 fr. (180 fr.). Le bachelier (150 fr. (180 fr.)). L'insurgé, 125 fr. (155 fr.). — G. LAZARE-DUTHIER : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.). Sous le sceau d'Anastase, 250 fr. (280 fr.). — E. RENAN : Souvenirs

d'enfance, 35 fr. (45 fr.). — A. KOESTLER, L'ÉLÉPHANT, R. WRIGHT, A. GIDE, L. FISCHER, S. SPENDER : Le dieu des ténèbres, 480 fr. (525 fr.).

### PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

BUCHNER : Force et matière, 240 fr. (285 fr.). — HAECKEL : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.). L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.). — R.H. HUXLEY : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.). — G. MATISSE : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.). — A. BODEL : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — J. LA-MARCK : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

### SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaître, 35 fr. (45 fr.). — JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — J. RENNES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — XXX : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — P. BERNARD : L'écologie du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — F. PELLUOTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — E. ROTOT : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — Y. GRIFFULIER : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — G. YVETOT : L'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

### EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J. MARENTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — Docteur NAGUIS RIAD : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.). — M. DEVALDES : La maternité consentante, 75 fr. (105 fr.). — J.-M. LAHY : Du clan primitif au couple moderne, 75 fr. (105 fr.). — L. ROBEX : Morale de l'église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — A. LORULOT : Education sexuelle et accouchement de la femme, 200 francs (230 fr.). La véritable éducation sexuelle, 300 fr. (345 fr.). Morale sexuelle chrétienne ou morale sexuelle libertaire, 30 fr. (40 fr.).

Notre reportage touche à sa fin. Malgré la place que nous avons accordée à l'examen de la réalité yougoslave, maints de ses aspects n'ont pas pu être encore évoqués : Le drame du peuple yougoslave, soumis à une oppression très dure et cherchant une voie de salut à travers les mystifications totalitaires, n'a été, entre autres, que partiellement traité. Nous y reviendrons ultérieurement ; que l'on sache, d'ores et déjà, qu'en Yougoslavie, la lutte pour la Liberté a trouvé des partisans.

telle stalinienne. Un Gomulka en Pologne était bien près, lui aussi, de faire cavalier seul. G. Dimitroff également, de par son projet de Fédération balkanique tentait l'expérience de l'autonomie. Mais pour ces deux hommes, les conditions, tant économiques que politiques n'étaient guère favorables. Politiques surtout. N'oublions pas que la présence de l'armée sur leur territoire, et de bureaucraties stalinien dans leurs administrations, rendaient tout schisme impensable. Pour Tito, la conjoncture fut tout autre, tant par l'éloignement de la Yougoslavie des centres de direction de Moscou, que par le nationalisme échevelé des Serbo-Croates. Djilas a beau gémir sur le blocus économique et regretter les attitudes « inamicales » de l'U.R.S.S. à l'égard du TRIANGLE, il n'en reste pas moins que la rupture a consolidé le régime intérieur de la Yougoslavie. Du point de vue économique, la « rupture » était bénéfique, mais en même temps, soulevait des problèmes d'économie intérieure. Bénéfique, sur le plan des échanges internationaux. Avant la Résolution du Kominform, et même quelque temps après tout commerce extérieur de la Yougoslavie se faisait par l'intermédiaire de l'U.R.S.S. Le blocus économique, s'il ferme à la Yougoslavie les marchés de l'Est, lui ouvre les marchés occidentaux, où elle traite sur pied d'EGALITE. Par ailleurs, l'existence d'une fissure dans le bloc soviétique, pousse les puissances occidentales à aider — dans certains cas sans contrepartie — le régime yougoslave. L'admission rapide de Kardelj à l'O.N.U., alors que Mao ne peut se faire reconnaître, est symptomatique. Nous disions, la « rupture » pose à la Yougoslavie des problèmes économiques intérieurs épineux. Cela est de toute évidence. L'U.R.S.S. était auparavant, son unique fournisseur d'armement. La production yougoslave pouvait donc se consacrer entièrement au développement de son industrie métallurgique et minière. Présentement, le « blocus » contraind l'industrie yougoslave à produire elle-même, son matériel de guerre. C'est ce qui explique ses difficultés économiques, résultant de la reconversion de la production. Nous n'avons malheureusement pas la place pour développer cet aspect de la question. Nous pensons toutefois en avoir traité l'essentiel.

### POLITIQUE DU PARTI

Pour donner un aperçu général de la ligne politique du P.C.Y. nous pensons que le compte rendu d'une entrevue que nous eûmes avec Vida Tomšitch, membre du Comité Central, sera explicite. Voici les réponses qui furent données au questionnaire que les anarchistes ont rédigé.

### L'U.R.S.S. EST-ELLE SOCIALISTE ?

Nous considérons que le socialisme de l'U.R.S.S. est en état de stagnation. Il s'est arrêté à un niveau assez bas de son développement. Tenant compte du niveau assez bas des forces de production ; et tenant compte des possibilités véritables, le socialisme n'est pas assez développé. Les causes « objectives » en sont, l'état arriéré, du point de vue économique, du pays. Aspect « subjectif » : la lutte contre la bureaucratie est insuffisante. « Ils » ont pensé, qu'un peuple arriéré pouvait se diriger par l'administration. « Ils » ne croient pas en la valeur des forces populaires. Ce qui est un trait commun à tous les bureaucraties. La Yougoslavie, au contraire, dirige sa conception du socialisme vers les masses.

### EXISTET-IL DES DIVERGENCES DE CONCEPTION DU SOCIALISME ENTRE L'U.R.S.S. ET LA YOUGOSLAVIE ?

La conception yougoslave s'inspire des classiques du Marxisme-Léninisme : vers la masse d'abord !

### QUELLE EST, SELON VOUS, LA NATURE DE L'IMPERIALISME STALINISTE ?

L'imperialisme a ses lois ; qu'il soit russe ou américain. La politique étrangère de l'U.R.S.S. s'inspire des lois de l'imperialisme : partage du monde en « blocs d'intérêts ». Témoin, les accords entre alliés U.R.S.S. et U.S.A. sur le partage de la Yougoslavie : « fifty-fifty ». Cette politique n'a rien à voir avec une politique socialiste. Toutefois, on ne peut mettre sur pied d'égalité, sur cette question, le capitalisme et l'U.R.S.S.

Du point de vue national yougoslave, il n'existe pas de différence. L'une ou l'autre est dangereuse pour le maintien de la paix.

### EN CAS DE CONFLIT QUELLE SERAIT L'ATTITUDE DE LA YOUGOSLAVIE A L'EGARD DE L'U.R.S.S. ? LA NEUTRALITE EST-ELLE CONCEVABLE ?

Il n'y a pas de réponse concrète à cette question. Nous ne désirons pas le conflit. Nous n'attaquerons personne, mais nous défendrons notre indépendance. Nous considérons que le conflit mondial serait un choc entre les imperialismes (Exemple la Corée). Le peuple coréen veut lutter pour son indépendance ; certains prolifèrent de ses aspirations révolutionnaires pour mener leur politique imperialiste. Les Coréens du Sud subissent un régime antidémocratique, antipopulaire et arriéré. Dans une grande majorité, la sympathie des Coréens va vers l'armée populaire : l'armée nordiste. Nous reconnaissons à tous les peuples le plein droit de lutter pour leur indépendance et leur liberté. Mais nous considérons que ce qui s'est passé en Corée représente un danger pour la Paix mondiale. La Corée du Nord n'aurait pas dû agir comme elle a agi dans une période si critique. Pourquoi le danger de guerre est devenu plus grand ? Parce qu'on a donné à l'Amérique la possibilité de s'armer. Il est à noter que l'U.R.S.S. n'a jamais fait de proposition amicale pour régler l'affaire de Corée.

D'autre part, du point de vue intérieur, l'affaire de Corée n'est pas une révolution. Mais nous regarderons avec beaucoup de sympathie et nous aiderons tous les mouvements libérateurs des colonies pour leur affranchissement du joug capitaliste. Mais nous avons peur que le mouvement libérateur (Indochine par exemple) ne forme une nouvelle « Bulgarie ».

### EXISTET-IL DES TENDANCES OU FRACTIONS POLITIQUES A L'INTERIEUR DU P.C.Y. ? ON-ELLES LE DROIT D'EXISTENCE ?

a) SI OUI, SONT-ELLES REPRESENTÉES A L'ASSEMBLEE NATIONALE ET AUX INSTANCES SUPERIEURES DU PARTI ?  
b) QUELS SONT LEURS MOYENS D'EXPRESSION ?  
c) LA LIBERTE DE LA PRESSE EST-ELLE RECONNUE PAR LA CONSTITUTION ?

Le P.C.Y. est constitué sur la base des principes du marxisme-léninisme. Les fractions ne sont pas admises. Seule est permise la confrontation des idées.

### QUELLE EST L'ATTITUDE DU P.C.Y. A L'EGARD DES MINORITES POLITIQUES BOURGEOISES, TROTSKYSTES, ANARCHISTES, SOCIALISTES AGRARIENS ?

Ces partis existaient avant la guerre. La politique de ces partis pendant l'occupation constituait une pierre de touche des rapports entre notre parti et ceux-ci. Les membres honnêtes, patriotes, ont fait front commun avec nous contre l'oppression. Le reste a servi l'ennemi. Au début de la guerre les différences entre ces partis et le nôtre se sont distinguées. Une grande partie de la bourgeoisie s'est ralliée à l'ennemi, à la trahison. La Patrie. Nous avons vu quels étaient nos amis et nos ennemis. A la Libération, tous les partis étaient permis. Ensuite nous avons fait l'unité de bas en haut, au sein du Front Populaire. Unité conçue non par les chefs, mais par le peuple. Les chefs des autres partis sont restés isolés ; les masses ne les suivaient plus.

La question trotskyste n'existait pas sous forme de groupe, avant et après la guerre, à part quelques individualités qui ne représentaient pas un réel danger. Ils ont été épurés ou expulsés, ou ils ont disparu. Les trotskystes sont des bureaucraties pires que les bureaucraties stalinien. Ils se manifestent par une activité spéciale. Nous ne parlons pas des masses qui les suivent... si masse il y a...

### (VIDA TOMSITCH NE NOUS A PAS REPONDU SUR LES AUTRES POINTS DE LA QUESTION QUE SONT DEVENUS LES LEADERS ANARCHISTES ET SOCIALISTES AGRARIENS ?

EN 1947 UNE FRACTION POLITIQUE DONT LES LEADERS FUERENT ANDRE HEBRANG ET STEFAN JOUYOVITCH ETAIT OPPOSEE A LA MAJORITE DU P.C.Y. PRINCIPALEMENT SUR LE PROBLEME DE LA NATIONALISATION DES TERRES. POURQUOI FUT-ELLE COMBATTUE ?

### QUE SONT DEVENUS LES LEADERS ?

Il n'y eut jamais deux lignes différentes dans le Parti. Le cas d'HEBRANG et JOUYOVITCH ne fut pas un cas de scission. Simplement une affaire de gens envoyés de l'extérieur pour saboter le Parti. Ceux qui suivaient HEBRANG et JOUYOVITCH étaient :

1° Des gens honnêtes qui sont arrivés par la suite à se convaincre que la ligne du Parti était la seule juste.

2° Des éléments au service de forces extérieures, agents du N.K.V.D. : tous jugés et condamnés. Une partie de gens a pu être ramenée à la raison. Mais l'influence qu'ils exerçaient était de faible importance. Ce fut simplement une affaire d'immixtion dans les affaires intérieures de notre Etat, une « soviétisation » de notre administration.

La question de la nationalisation des terres n'était pas posée, par eux, d'une façon sérieuse. La Hongrie, la Bulgarie n'ont pas nationalisé leurs terres.

La commission a prouvé, par la suite, que Hebrang était un agent de l'Etat Croate et de la Gestapo. A la suite de l'enquête on a découvert que sa femme jouait un rôle important dans l'affaire.

Quant à Jouyovitch, il fut plusieurs fois, avant la guerre, en désaccord avec la ligne du Parti. Il organisait des dissidences et des fractions, pour satisfaire ses ambitions. D'après une analyse subjective, nous croyons qu'il s'est mis au service de l'étranger, pour satisfaire ses ambitions personnelles.

### COMMENT LE P.C.Y. LUTTE-T-IL CONTRE LA BUREAUCRATIE ? (question posée par un camarade de la « Brigade RENAULT »)

Les Russes pensaient pouvoir constituer, en Yougoslavie, un gouvernement satellite de l'U.R.S.S. Leurs informateurs étaient mal renseignés. Notre lutte contre la bureaucratie s'inspire des enseignements de la mauvaise pratique soviétique. Nous avons mené une offensive immédiate, une lutte très large contre la bureaucratie. Nous avons à faire bien attention à l'héritage du passé. Notre lutte contre la bureaucratie, dans l'appareil d'Etat, les entreprises, etc., se fait par la décentralisation. Nous sommes guidés par les principes du centralisme démocratique.

Dans les organisations de masse, nous tâchons d'éliminer le professionnalisme, c'est-à-dire que les dirigeants ne soient pas payés par l'organisation. Le peuple a alors le droit de les révoquer plus facilement. Nous avons 5000 membres du Parti appointés comme fonctionnaires non compris le personnel administratif. Le Parti groupe 500.000 membres. Les mesures les plus fortes contre la bureaucratie sont prises dans l'appareil économique. Elles ont pour fin, pour but, le dépérissement de l'Etat.

### QUELS IMPERATIFS ECONOMIQUES ET POLITIQUES ONT AMENE LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A CONFIER LA GESTION DES ENTREPRISES AUX COMITES OUVRIERS ? LA CLASSE OUVRIERE YOUGOSLAVE EST-ELLE MURE POUR PRENDRE EN MAIN L'APPAREIL DE PRODUCTION ? DANS QUELLE MESURE LA « LOI NOUVELLE » CORRESPOND-ELLE A UNE ETAPE VERS LE DEPERISSEMENT DE L'ETAT ?

### QUELLES SONT LES PERSPECTIVES INTERIEURES ?

Nous considérons que la classe ouvrière est mûre pour prendre ses responsabilités dans les conseils d'entreprise. C'est dans la mesure où elle prend ses responsabilités que l'Etat déperit et accélère la marche vers le socialisme.

Il faut prendre ces mesures, nécessaires dans l'étape transitoire. Ce sont les moyens efficaces pour le dépérissement de l'Etat, et les seules voies pour la nouvelle société communiste. Nous considérons que la dernière attitude de Staline sur le renforcement de l'Etat, notamment en ce qui concerne la linguistique, prouve que la Russie s'éloigne du dépérissement de l'Etat et glisse vers le révisionnisme.

Nos perspectives intérieures : l'éducation du socialisme. Donner des possibilités d'initiative à la classe ouvrière pour qu'elle puisse, elle-même, gérer ses affaires. Il y aura des difficultés, énormes. Et pas seulement des difficultés, mais aussi des fautes que nous commettons par-ci, par-là.

Les questions qui suivent ont été posées par des camarades trotskystes présents à la délégation. Nous croyons devoir les donner à nos lecteurs, ainsi que les réponses qui y furent faites.

LE P.C.Y. ENTEND-IL DEVENIR UN NOUVEAU POINT DE CRISTALLISATION REVOLUTIONNAIRE ? QUELLES SONT LES RELATIONS DU P.C.Y. AVEC LES MOUVEMENTS OUVRIERS NON-KOMINFORMISTES ?

### MENTS OUVRIERS NON-KOMINFORMISTES ?

A la première question, nous ne pouvons répondre. Pour nous, chaque peuple doit lutter séparément pour son indépendance. Nous considérons qu'un nouveau centre, semblable à la 3<sup>e</sup> Internationale, n'est pas recommandable. Un tel centre, freinerait le mouvement libérateur de chaque peuple. Quant aux mouvements ouvriers, en dehors du Kominform, déjà leur activité pour connaître la vérité yougoslave est suffisante. Quelqu'ils soient, nous ne voulons pas nous placer à leur tête, leur donner des directives remplaçant en cela, le Kominform.

### VOUS AVEZ DIT, QUE LE PRINCIPE DE VERITE EST AU-DESSUS DU PRINCIPE DE L'UNITE. QUELLE ETAIT SUR CE SUJET LA POSITION DU P.C.Y. AVANT LA RUPTURE ? DEPUIS, LE P.C.Y. S'EST-IL RENDU COMPTE QU'IL FALLAIT ADOPTER CE PRINCIPE ?

Nous sommes convaincus que l'on ne peut sacrifier la vérité, dans les principes fondamentaux des rapports entre pays socialistes, et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En général, nous pensons aux principes sur lesquels le communisme doit se faire. On ne peut écarter le principe de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme pour une Unité abstraite.

### COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS LE NATIONALISME DU P.C.Y. ?

Nous ne pouvons répondre à cette question, car il n'y a pas de nationalisme dans le P.C.Y.

### DEPUIS LA DISSOLUTION DE LA 3<sup>e</sup> INTERNATIONALE, IL N'Y A PLUS DE CONTACTS INTERNATIONAUX. Y A-T-IL NECESSITE DE FORMER UNE AUTRE INTERNATIONALE POUR VAINCRE L'ISOLATIONISME DE LA YOUGOSLAVIE ?

Nous voyons une différence entre un mouvement international qui se place au-dessus des nations qui les dirigerait, et notre position qui consiste à faire part de nos expériences. Nous croyons à la nécessité de dissoudre les mouvements internationaux, comme Marx le fit avec la 1<sup>re</sup> Internationale lorsqu'il sentit qu'elle était devenue morte. Cette question est une question mécanique. La Yougoslavie est entourée de la sympathie des masses progressistes et ne peut être isolée.

### DANS BEAUCOUP DE PAYS, Y COMPRIS CEUX DU GLACIS, IL Y A DES BRECHES DANS LE STALINISME. IL PEUT SE FORMER DE « NOUVELLES YOUGOSLAVIES », COMMENT COORDONNER CES CONTACTS ? N'Y A-T-IL PAS NECESSITE D'UNE INTERNATIONALE ?

Il y a contre cela des raisons objectives et subjectives. Tout ce qui se trouve en dehors des pays du Kominform n'est pas entièrement anti-socialiste. Il y a d'un côté les forces imperialistes et de l'autre les masses progressistes du monde entier. Il faut profiter des divergences entre les imperialismes. Notre politique internationale serait basée sur des rapports amicaux, cordiaux, sur pied d'égalité, dans le respect et l'indépendance nationale de chacun, avec les « nouvelles Yougoslavies ».

Mais nous parlons en fonction des réalités concrètes du présent. Pour le moment la question ne se pose pas ; avec qui faire une Internationale (3) ? Quand les problèmes se posent, suivant les conditions, nous verrons les moyens d'organisation qui découleront automatiquement.

Avant de clore l'entrevue, un camarade plaisamment demanda à Vida ce qu'elle pensait de l'idolâtrie d'un seul chef ? Elle répondit sans rire : « Il ne faut pas... »

FIN

(1) Rankovitch dans son rapport au V<sup>e</sup> congrès du P.C.Y. signale que : « Seuls les provocateurs et les éléments anti-parti dangereux sont exclus sans interrogatoire » (Le 5<sup>e</sup> congrès du P.C.Y., page 170).  
(2) Op. cit. (page 167).  
(3) C'est sévère pour la 4<sup>e</sup>.

## Les pieds dans le plat

Numéro spécial du CRAPOUILLOT

On trouvera côte à côte, dans ce numéro spécial du Craquillot : « Les Pieds dans le plat », les signatures des adversaires les plus irréductibles : Jean Oberlé, de la radio française de Londres, fait vis-à-vis au professeur Louis Rogier, que Pétain envoya en 1940 négocier avec Churchill en cachette du Général de Gaulle, et à Marcel Aymé, véhément défenseur des maréchaux et des collaborationnistes sincères. Héros des deux guerres, le trépassé « rebelle » Georges Loustaunau-Lacau, retour du camp nazi de Mauthausen, que d'aucuns tiennent pour le plus dangereux des conspirateurs, se présente à côté de Roger Mennéville, célèbre détecteur des sociétés secrètes et contempteur de la fameuse « synarchie ». Le pacifiste Jean Bernier, qui rédigeait pendant l'occupation un pamphlet clandestin d'une particulière virulence, fait pendant à Dominique Ponchardier, l'auteur des « Pavés de l'Enfer », l'un des plus intrépides combattants de la résistance métropolitaine. Enfin André Billy, du Figaro, par l'homme de lettres, qui refuse tout engagement politique, s'oppose à Alfred Rosmer, de la Révolution Proletarienne, confident de Trotsky dès 1914 et le premier révolutionnaire français accueilli par Lénine à Moscou après la révolution d'octobre.

Prix, 300 fr. ; franco, 355 fr.

## 3ème front et grève patriotique

La « Grève Patriotique » que le Parti Stalinien s'est employé à déclencher le 9 janvier se situe sous le double signe de la stratégie politique et de la trahison ouvrière :

STRATEGIE POLITIQUE, du fait indéniable de l'orientation pro-soviétique de ce mouvement : Il s'agit là non de s'opposer au réarmement de l'Allemagne, mais bien à celui de l'Allemagne Occidentale, que l'on qualifie, pour les besoins de la cause, de nazie !

STRATEGIE POLITIQUE, de plus, aisément reconnaissable au caractère spectaculaire et gratuit que l'on a voulu donner à cette action. Il ne s'agit nullement d'agir contre « la présence, à Paris, du général Eisenhower, le Mac Arthur de l'Europe, commandant en chef des unités militaires nazies intégrées dans les forces atlantiques », mais bien de jouer la carte « les Français sont contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, donc ils ne feront jamais la guerre à l'U.R.S.S. », pour influencer indirectement les appréciations qu'Eisenhower portera sur la France, puisqu'aussi bien, ce dernier est venu à Paris, sonder « les reins et les cœurs »...

TRAHISON OUVRIERE, maintenant, par le caractère chauvin donné à cette « grève » : les délégués des Comités d'action s'affirment en effet élus pour « organiser la protestation du peuple parisien contre la présence à Paris du général Eisenhower, commandant en chef des unités militaires nazies qui vont être intégrées dans les forces armées atlantiques et contre l'installation de son état-major à l'hôtel Astoria ». Ils déclarent que « de plus, les Français et les Français ne peuvent tolérer qu'un général étranger prenne le commandement des forces armées nationales ».

TRAHISON OUVRIERE, d'autre part, par l'épuisement inconsidéré de ce qu'il peut rester d'énergie disponible chez les ouvriers de ce pays, auquel une telle action contribue : comment veut-on que les travailleurs puissent soutenir avec persévérance un effort revendicatif, si préalablement l'on a usé leurs forces dans des piteuses sans aucune portée sociale ? Voter pour la « Paix », signatures contre la bombe, débrayages pour Henri Martin et « grève patriotique » sont des facteurs de l'apathie ouvrière, que les militants révolutionnaires s'efforcent péniblement de vaincre !

COMMENT FAIRE FRONT A CETTE STRATEGIE POLITIQUE ET A CETTE TRAHISON OUVRIERE ?

LA POSITION 3° FRONT devra être diffusée avec persévérance dans les masses ouvrières ; elle seule peut mettre en lumière le caractère fausement pacifiste des mots d'ordre stalinien :

LA POSITION 3° FRONT, comportant à la fois un aspect de « stratégie révolutionnaire » : la résistance active à l'oppression d'où qu'elle vienne, et un aspect de « Promotion Ouvrière », la revendication à outrance, est seule capable d'offrir aux travailleurs des mots d'ordre valables. Leur propagation devra être la tâche fondamentale des militants ouvriers.

LA POSITION 3° FRONT, donc, doit permettre de regrouper, face aux tentatives totalitaires d'asservissement de la classe ouvrière, tous les travailleurs conscients de la gravité de l'heure, soucieux de rester lucides et de mener une action qui ait une portée réelle : il faut, partout où c'est possible, s'employer à donner aux protestations diverses qui s'élèvent, un caractère actif. Des actes, mieux que des paroles, sont susceptibles d'entraîner l'adhésion des hommes.

Charles DEVANÇON.

## Un militant ouvrier :

# ALPHONSE MERRHEIM

Le 7 mai 1871 naissait à la Madeleine, près de Lille, Alphonse Merrheim. Des sa sortie de l'école primaire, il apprend le métier de chaudronnier en cuivre.

1891. Il a vingt ans et organise à Roubaix le syndicat des chaudronniers en cuivre. Il en devient le secrétaire. Ce n'est pas l'époque où tous les chaudronniers sont syndiqués (comme d'autres sont assurés contre l'incendie...). Non, c'est l'époque où l'on est militant syndicaliste dans la profession de chaudronnier. Ils sont une poignée, et c'est cette poignée de militants qui, quatre ans plus tard, en 1895, créa la C.G.T.

Ainsi, pour le militant syndicaliste qu'est Merrheim, l'activité syndicale ne se limite-t-elle pas aux seules revendications du chaudronnier roubaissien, mais vise un objectif plus vaste et plus précis et s'étend à l'ensemble des travailleurs.

Merrheim s'efforce donc de rassembler d'abord localement les salariés des divers métiers. Il y parvient ; et ce Comité d'Entente devient bientôt une Bourse dont il sera, en 1892, le secrétaire. Il étend encore son action :

« Sur le plan régional — nous dit E. Dolléans — Merrheim seconda l'effort tenté par F. Pelloutier, afin d'organiser « les institutions autonomes et l'action « éducative, permettant aux travailleurs « organisés de devenir des « hommes « fiers et libres ». Une « culture de soi-même », chère à Pelloutier, l'est également à Merrheim et l'inspire dans « son existence personnelle et dans son « action syndicale ».

Ainsi, pendant les quatorze premières années de sa vie de militant, Merrheim organise régionalement l'ensemble des forces ouvrières et réalise la fusion entre Fédération du cuivre et Fédération de la métallurgie.

Le départ de Bouchet l'amène à Paris, en 1904. Il y rencontre V. Griffuelhes, Pouget et P. Monatte. « Ce qui nous frappa tous — écrit Pierre Monatte dans le numéro de novembre 1925 de la *Révolution Proletarienne* — ce fut le sérieux de Merrheim en présence de sa tâche, sa volonté tranquille d'homme du Nord, afin de se rendre capable de l'accomplir ».

Merrheim comprend que les conflits du travail exigent une connaissance approfondie des rouages des sociétés industrielles. Et Merrheim travaille ainsi dix-huit heures par jour à la Fédération des

métaux pour démontrer, pièce par pièce, le mécanisme délicat de la puissance économique adverse. « Mais il faut — écrit-il en 1908 — que l'ouvrier sache, soit renseigné. Ce que le plus souvent, paralyse l'action ouvrière, c'est l'ignorance où elle est des moyens d'action du patronat. » Merrheim entend donc instruire ses camarades « pour qu'ils connaissent la vie, les forces et les transformations de leur irréductible adversaire, le capitalisme ». Et, en 1908, paraît ainsi sa brochure : « L'Organisation patronale », qu'il destine à chaque ouvrier métallurgiste.

Nous sommes à l'époque où le syndicalisme traverse une crise qui exprime une absence de foi et de confiance. Et, sans se soucier de ménager quiconque, Merrheim clame : « Une grande paresse d'ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire, ou qui lit des saletés... Des militants qui jouent d'interminables manilles chez des camarades bistrotiers... un journalisme ouvrier pourri comme l'autre... » Pierre Monatte le signale également : « Une grande paresse d'ignorant qui ne sait pas lire, on buvait le journal et l'hebdomadaire. Cela suffisait à la fois intellectuelle d'alors. »

Paroles de fermeté qui contrastent singulièrement à notre époque où l'on a trop tendance à vouloir ménager chacun pour plaire à tous. C'est en se complaisant dans cette attitude que l'on aboutit à la stagnation, à la médiocrité.

Merrheim entend donc remédier à cette ignorance.

Il précise toutefois que cette éducation ouvrière ne peut se faire que par l'action dans le syndicat ni seulement grâce aux luttes syndicales, mais grâce à l'effort personnel de chaque travailleur, et grâce aussi à la volonté persévérante des militants qui doivent organiser l'éducation ouvrière.

Le 5 janvier 1911, Merrheim écrit dans la *Vie Ouvrière* : « Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit. Les nations y marchent à grands pas, elles s'y préparent fiévreusement. Il le prévoit avant cinq ans... Il devait éclater trois ans plus tard.

Ce déferlement de brutalités et de haines entraîne les masses dans une inconscience de classe bien propice au chauvinisme qui, de part et d'autre des frontières, ravivera la stupidité des rivalités raciales, Merrheim entend, malgré

tout, tenter l'impossible pour rappeler aux travailleurs que « cette guerre, qui ne saurait rien résoudre, n'est pas leur guerre », mais celle d'antagonismes étrangers à la véritable lutte ouvrière.

Avec Bourderon, il se rend à Zimmerwald. Si cette célèbre conférence n'aura su, hélas, mettre un terme à cette « folie sanglante », elle aura, au moins, permis aux délégués allemands et français d'effacer quelques pages noires de l'histoire ouvrière qu'inscrivent les travailleurs français, allemands et anglais en 1914 oubliés de leurs serments et de leurs aspirations communes.

La fin de cette guerre, l'esprit timoré des gouvernements et des classes dirigeantes, offrent au Mouvement Ouvrier l'occasion de prendre une influence décisive sur les destinées du Pays.

Tous les militants, et Merrheim plus qu'aucun autre, se rendent compte qu'ils se trouvent placés devant de grandes responsabilités.

Merrheim voit dans la « classe du travail » l'élément de régénération, mais il comprend que, si elle veut remplir ce rôle, la classe nouvelle doit posséder certaines vertus : la maturité et la capacité (E. Dolléans).

Elle doit surtout — en sachant regarder la réalité en face — savoir porter ses ambitions au-delà des satisfactions du ventre, et, le 19 janvier 1919, Merrheim déclare : « Les militants doivent la vérité, toute la vérité à la masse, même si cette vérité doit leur valoir des calomnies et de la haine, beaucoup de haine. Cela importe peu. Rien de grand ne peut s'accomplir qu'en accumulant les masses à écouter la vérité virile. — Or, la vérité, pour tous ceux qui réfléchissent, c'est qu'il apparaît nettement qu'au malaise profond qui agite les masses, les solutions basées uniquement sur les augmentations de salaire sont incapables. »

Seule la transformation complète du régime de la production et de la répartition des produits peut apporter un remède efficace et durable.

Nous avons tenu à reproduire cette citation qui, à trente années d'intervalle, a conservé sa valeur, parce qu'elle sera conclue par elle doit susciter chez les jeunes syndiqués l'esprit de ce « syndicalisme militant » que, durant toute sa vie, Merrheim a personnifié.

R. FAVRY.

## VERS LA GRÈVE des transports parisiens ?

Dès le début de décembre, les camarades de la base des transports parisiens faisaient pression sur les Syndicats pour le déclenchement d'une action revendicative. Il était même question d'un arrêt du travail portant sur la période du 25 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, ce qui aurait été éminemment efficace. Certains allaient même jusqu'à envisager la possibilité d'une action gestionnaire !

Or, plus d'un mois s'est écoulé avant que les directions syndicales réagissent : le 8 janvier, à l'issue d'une réunion à laquelle assistaient les représentants de toutes les centrales, C.G.T., C.F.T.C., F.O., autonomes « traction et ferré », indépendants, le communiqué suivant a été publié :

Toutes les organisations syndicales de la R.A.T.P. (métro et autobus) : exécution, maîtrise et cadres, réunies le 8 janvier 1951, communiquent :

« 1° Quelles sont d'accord pour exiger une revalorisation des salaires des agents de la R.A.T.P. permettant de retrouver une rémunération correspondant à celle des travailleurs des services publics, auxquels ils ont été assimilés pendant dix-sept ans.

« 2° Elles affirment leur volonté d'obtenir satisfaction par tous les moyens et s'engagent à demander à leurs adhérents d'entreprendre une action commune. »

Le 8, des débrayages de durée limitée avaient eu lieu dans une dizaine de dépôts...

Que faut-il espérer de ce mouvement ? Il nous est difficile de nous prononcer avant de savoir sur quelles bases l'action sera engagée.

LERINS.

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## Bataille de l'enseignement

# MENACES SUR L'ECOLE LAIQUE

« Régner sur l'humanité sans régner sur l'Ecole, il n'y faut pas songer. Pour gouverner les hommes il faut s'emparer de l'Ecole, et seule peut dominer l'humanité, la puissance — temporelle ou spirituelle — qui domine l'enseignement. »

« Ainsi s'explique le zèle avec lequel, dès ses débuts dans le monde, l'Eglise s'est appliquée à saisir le monopole de l'enseignement et à le garder. » Nous allons voir l'application de ces principes dégagés par Sébastien Faure :

« les emblèmes religieux, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits à l'école publique », notre instituteur s'efforça de dépendre le christ et l'enferma au plus profond de son armoire.

Mais il ignorait le fanatisme religieux des habitants de cette région. Une page de ce journal ne suffirait pas à énumérer toutes les pressions dont notre ami fut l'objet de la part de la Municipalité et même de la part de certains de ses collègues ; toutes les démarches entreprises par le Maire (fervent P.R.L. et fidèle serviteur de l'Eglise) auprès des autorités académiques et préfectorales, et auprès des « représentants du peuple » Pernot et de Moustier (tous deux P.R.L. et le second marquis de surcroît). Apprenez encore qu'une pétition circula dans le village pour obtenir le renvoi de ce « mauvais instituteur » ; qu'une plainte fut portée contre lui pour avoir nettoyé sa moto pendant le passage d'un enterrement (sic).

A la suite de quoi, un article relatant cette affaire et stigmatisant quelque peu cette offense à la laïcité, parut dans le *Comtois*, quotidien régional. Vexés les chousans des Fins passèrent à l'action. Le Maire, suivi de son Conseil municipal au grand complet, envahit l'école et rependit solennellement le christ. Alors l'instituteur démenagea et fit la classe dans le réfectoire de la cantine scolaire.

Les choses en étaient là quand, le 4

décembre 1950, une rencontre eut lieu entre les représentants du Conseil général du Doubs (président marquis de Moustier) et les représentants des organisations laïques (Syndicat et Fédération des Œuvres laïques), en présence du préfet du Doubs (ex-sous-préfet de Châteaubriant en 1942) et de l'inspecteur d'Académie. L'accord réalisé ne fut qu'un vil marchandage. Le voici tel que l'a publié le Bulletin de la F.E.N. du Doubs (numéro de novembre-décembre 1950) :

« Recherchant, dans un but d'apaisement, une solution amiable au grave conflit soulevé dans les communes du Haut-Doubs par la présence de crucifix dans les écoles publiques, ont décidé (les membres de la « Commission de conciliation ») ce qui suit :

1° ils acceptent de maintenir momentanément le statu quo ;

2° ils recommandent aux municipalités, à chaque nouvelle construction de classe ou chaque réfection importante (murs, plâtres, peintures), d'appliquer la « neutralité scolaire ».

Le statu quo, c'est-à-dire que le christ restera dans les classes où il se trouve, aussi longtemps que des réparations importantes ne viendront pas le déplacer. En attendant il est tabou. Une belle raison, d'ailleurs, pour ne procéder à aucune réparation.

A la suite de cet accord, notre ami n'avait plus qu'à s'incliner et à remettre sa classe ornée du « fils de Dieu ». Comme l'avait demandé M. Beslais,

directeur de l'enseignement du premier degré, l'affaire s'est arrangée « à l'amiable ». Entre les huiles. Et en violant les plus élémentaires principes de la laïcité.

L'Eglise aussi peut être satisfaite et enterrer un alleluia d'espoir. Dieu a maintenant sa place à l'école laïque — si on peut encore l'appeler ainsi. Bien-tôt nous y verrons ses prêtres.

Le Syndicat national, pourtant alerté dès le début de l'affaire, a conclu un marché de dupe. L'accord auquel il a souscrit n'est qu'une illustration supplémentaire de sa faiblesse et de son impuissance. Quand il en était temps encore, le Conseil syndical n'a lancé aucune action de solidarité en faveur de l'instituteur des Fins. Il s'est borné à de platoniques protestations auprès des autorités académiques.

On ne signale que l'affaire des Fins ne serait pas réglée définitivement et qu'actuellement des démarches seraient faites par certains députés (Deixonne en particulier) au ministère de l'Education nationale afin d'obtenir l'enlèvement du crucifix de l'Ecole des Fins. Il est plus que douteux qu'elles aboutissent. Le Ministre de l'E.N., bien que socialiste, ne fera certainement rien pour soutenir l'instituteur en lutte contre l'Eglise. Les élections approchent et il est bon de se ménager quelques électeurs bien pensants.

Ainsi dans l'Enseignement, comme ailleurs, les perspectives sont peu encourageantes sans parler des misérables conditions matérielles que la préparation guerrière impose à l'école publique. Plus que jamais, les partisans d'une école vraiment laïque, vont avoir à lutter contre le totalitarisme de l'Eglise et de l'Etat.

J. A.

## UN "SYMPATHISANT OBSCUR" VOUS PARLE :

# Souhaits d'un jeune de la nouvelle Europe

BONNE année, bonne santé ! Une fois de plus les traditionnels vœux et souhaits (mais quelle corvée, ma chère !) ont été échangés. Pour ne pas faire exception, moi aussi, jeune de l'Europe nouvelle, occidentale et démocratique, je vais donc envoyer vœux et souhaits à quelques-uns de mes compatriotes.

A tout seigneur, tout honneur, je commencerai donc à adresser mes petites politesses aux plus grands, aux plus éclairés, aux responsables de nos destinées, en un mot aux dirigeants. A ceux-ci, je souhaite de tout cœur une bonne année, une bonne santé. Et je pense, moi, jeune de la démocratie occidentale nouvellement européenne, pour me plaindre, tout de suite, de la jeunesse, que votre année sera bonne, messieurs, car les affaires remarcheront, on fabriquera beaucoup d'armements, il n'est même pas exclu de penser que les fameux tickets réapparaitront (cela ferait tant de bien au commerce) et avec un peu de chance on pourra même la guerre, résultat de tant d'efforts laborieusement poursuivis.

Quant à votre santé, messieurs, je n'ai pas non plus d'inquiétude à ce sujet, car je sais que jusqu'à maintenant vous avez très bien su vivre sur notre dos. Somme toute, soyez assurés, l'année se passera donc bien pour vous.

Seulement, il n'y a pas que vous, il y a les autres, d'abord les gens « aisés », puis plus bas les classes moyennes, ensuite les employés, la classe ouvrière, les économiquement faibles, et aussi une catégorie qui m'intéresse particulièrement, en tant que jeune, la jeunesse.

Car au seuil de cette année, n'oublions pas, jeunes de l'Europe occidentale nouvellement démocratique les grands messieurs cités plus haut pensent beaucoup à nous. Ils viennent de se rappeler miraculeusement que nous existons, car, jusqu'à présent, ils n'y avaient guère pensé, n'est-ce pas, camarades en chômage, n'est-ce pas, copains étudiants qui crevez tout doucement de faim pour pouvoir continuer vos études, n'est-ce pas vous, les campeurs, qui fûtes maltraités, parce que vous revendiquiez de très modestes exigences, n'est-ce pas, mais pourquoi continuer, l'énumération serait trop longue !

Toujours est-il qu'en ce moment « ils » pensent à nous car la guerre approche. Et ils pensent peut-être aussi que nous nous préparons, pas de bon cœur, certes, mais avec ce sens des réalités si typiquement de chez nous, à aller au nouveau casse-pipes, quelques années seulement après la fin de la « dernière » en date.

Eh bien, là, non ! messieurs, non ! Le jeune Européen démocratique nouvellement occidental que je suis n'est pas d'accord. J'ai le regret, la douleur de vous informer, que je ne veux plus marcher, que nous ne voulons plus marcher ! Si je vous affirmais qu'au lieu de penser à l'Alsace-Lorraine comme nos pères, nous pensons, à la manière d'échapper au nouveau massacre, vous ne me croiriez pas, et pourtant c'est la tragique réalité, cette ingrate jeunesse en est là ! Si je vous disais aussi que les gars de 39 ; si décriés par ceux de « 14 », lesquels estimaient que ceux-ci n'avaient pas bien fait leur « boulot » (que voulez-vous, cha-

cun son tour, c'est normal, bon dieu !) si je vous criais que ces soldats par-tout des combattants d'élite auprès des troupes « guerrières » que nous sommes, vous ne me croirez pas non plus, et pourtant, pour la plus grande partie d'entre nous, c'est la vérité !

Vous me rétorquerez sans doute qu'on ne nous demandera pas notre avis quand viendra l'heure du gendarme avec sa convocation et ses moustaches, bien sûr, mais nous vous le donnons tout de même, notre avis, ça soulage, si ça ne peut faire rien d'autre. Et, en tout cas, soyez assurés que je ferai tout mon possible, quant à moi, jeune de la démocratie occidentale nouvellement européenne, pour me plaindre, tout de suite, de la jeunesse, que votre année sera bonne, messieurs, car les affaires remarcheront, on fabriquera beaucoup d'armements, il n'est même pas exclu de penser que les fameux tickets réapparaitront (cela ferait tant de bien au commerce) et avec un peu de chance on pourra même la guerre, résultat de tant d'efforts laborieusement poursuivis.

Quant à votre santé, messieurs, je n'ai pas non plus d'inquiétude à ce sujet, car je sais que jusqu'à maintenant vous avez très bien su vivre sur notre dos. Somme toute, soyez assurés, l'année se passera donc bien pour vous.

Seulement, il n'y a pas que vous, il y a les autres, d'abord les gens « aisés », puis plus bas les classes moyennes, ensuite les employés, la classe ouvrière, les économiquement faibles, et aussi une catégorie qui m'intéresse particulièrement, en tant que jeune, la jeunesse.

Car au seuil de cette année, n'oublions pas, jeunes de l'Europe occidentale nouvellement démocratique les grands messieurs cités plus haut pensent beaucoup à nous. Ils viennent de se rappeler miraculeusement que nous existons, car, jusqu'à présent, ils n'y avaient guère pensé, n'est-ce pas, camarades en chômage, n'est-ce pas, copains étudiants qui crevez tout doucement de faim pour pouvoir continuer vos études, n'est-ce pas vous, les campeurs, qui fûtes maltraités, parce que vous revendiquiez de très modestes exigences, n'est-ce pas, mais pourquoi continuer, l'énumération serait trop longue !

Toujours est-il qu'en ce moment « ils » pensent à nous car la guerre approche. Et ils pensent peut-être aussi que nous nous préparons, pas de bon cœur, certes, mais avec ce sens des réalités si typiquement de chez nous, à aller au nouveau casse-pipes, quelques années seulement après la fin de la « dernière » en date.

Eh bien, là, non ! messieurs, non ! Le jeune Européen démocratique nouvellement occidental que je suis n'est pas d'accord. J'ai le regret, la douleur de vous informer, que je ne veux plus marcher, que nous ne voulons plus marcher ! Si je vous affirmais qu'au lieu de penser à l'Alsace-Lorraine comme nos pères, nous pensons, à la manière d'échapper au nouveau massacre, vous ne me croiriez pas, et pourtant c'est la tragique réalité, cette ingrate jeunesse en est là ! Si je vous disais aussi que les gars de 39 ; si décriés par ceux de « 14 », lesquels estimaient que ceux-ci n'avaient pas bien fait leur « boulot » (que voulez-vous, cha-

quant son tour, c'est normal, bon dieu !) si je vous criais que ces soldats partout des combattants d'élite auprès des troupes « guerrières » que nous sommes, vous ne me croirez pas non plus, et pourtant, pour la plus grande partie d'entre nous, c'est la vérité !

Vous me rétorquerez sans doute qu'on ne nous demandera pas notre avis quand viendra l'heure du gendarme avec sa convocation et ses moustaches, bien sûr, mais nous vous le donnons tout de même, notre avis, ça soulage, si ça ne peut faire rien d'autre. Et, en tout cas, soyez assurés que je ferai tout mon possible, quant à moi, jeune de la démocratie occidentale nouvellement européenne, pour me plaindre, tout de suite, de la jeunesse, que votre année sera bonne, messieurs, car les affaires remarcheront, on fabriquera beaucoup d'armements, il n'est même pas exclu de penser que les fameux tickets réapparaitront (cela ferait tant de bien au commerce) et avec un peu de chance on pourra même la guerre, résultat de tant d'efforts laborieusement poursuivis.

Quant à votre santé, messieurs, je n'ai pas non plus d'inquiétude à ce sujet, car je sais que jusqu'à maintenant vous avez très bien su vivre sur notre dos. Somme toute, soyez assurés, l'année se passera donc bien pour vous.

Seulement, il n'y a pas que vous, il y a les autres, d'abord les gens « aisés », puis plus bas les classes moyennes, ensuite les employés, la classe ouvrière, les économiquement faibles, et aussi une catégorie qui m'intéresse particulièrement, en tant que jeune, la jeunesse.

Car au seuil de cette année, n'oublions pas, jeunes de l'Europe occidentale nouvellement démocratique les grands messieurs cités plus haut pensent beaucoup à nous. Ils viennent de se rappeler miraculeusement que nous existons, car, jusqu'à présent, ils n'y avaient guère pensé, n'est-ce pas, camarades en chômage, n'est-ce pas, copains étudiants qui crevez tout doucement de faim pour pouvoir continuer vos études, n'est-ce pas vous, les campeurs, qui fûtes maltraités, parce que vous revendiquiez de très modestes exigences, n'est-ce pas, mais pourquoi continuer, l'énumération serait trop longue !

Dernier argument massif, vous me traiterez de communiste ! Là, soyez contents, car, si je suis contre la guerre U.S. S.S. et c'est pour cela que je lance un appel désespéré à tous les jeunes, mes frangins : NE CHOISISSEZ PAS, LES COPAINS ! soyez contre la guerre tout court. Nous sommes divisés, hélas, nous avons nos opinions propres, mais je sais que devant le danger mortel qui nous menace, nous devons nous unir le plus possible contre l'idée même de ce fléau. Nous n'avons pas la prétention d'empêcher le fléau par notre seule volonté, mais nous devons tout de même tout tenter et ce n'est pas qu'avec une pétition contre UNE bombe atomique, croyez-moi, camarades communistes, que nous devons lutter. Il y a aussi cette lutte verbale, qui doit être incessante, contre toute approbation d'un ou de l'autre camp, contre tout « choix », car, une fois que le « choix » est fait, c'est un pas de plus vers le conflit ! Ici ce veulent nous faire « choisir » une propagande savamment orchestrée s'y emploie sans relâche, et en particulier, cette préparation psychologique qu'on appelle « *Reed's Digest* » aux « *lettres françaises* » tout cela afin d'entraîner le plus grand nombre d'entre nous dans chacun des deux camps.

Eh bien moi, messieurs, je n'ai pas le « courage » de « choisir », quitte à me faire traiter de « fasciste » par les supporters de Joseph, ou « de communiste » par ceux qui, pour lutter contre ce même communisme, n'hésiteront pas à s'aller au sinistre Franco, à réarmer l'Allemagne et le Japon en se servant particulièrement des cadres ex-fascistes de ces deux pays. Je ne parle pas du peuple, car lui, qu'il soit allemand ou japonais, est également contre la guerre.

Donc, je regrette, nous regrettons, messieurs les présidents, les généraux, les généraux, les marchands de canons, messieurs les Français de « bon sens » qui lisez « *L'Aurore* » ou « *Le Figaro* », nous regrettons beaucoup, mais nous ne voulons pas choisir, nous ne voulons pas nous battre, nous ne sommes plus patriotes comme vous, tout se perd !

Pour finir, donc, je vous adresse mes vœux à tous, jeunes, mes copains, à vous tous qui êtes de bonne volonté, à vous tous, que vous soyez anarchistes, socialistes, trotskystes, chrétiens, et même à vous, camarades communistes, à vous tous qui êtes sincères, propres, même quand vous vous trompez, quand nous nous trompons, car nous voulons vivre, nous nous fichons de toutes les chapelles, mais nous voulons encore travailler, chanter, camper ensemble !

A eux tous, je souhaite donc une bonne année, malgré vous, messieurs les éclairs, une bonne santé, malgré vous, et cela de la part d'un jeune, pauvre type d'Européen, nouveau, démocratique, occidental et tout...

Christian LAGUE.

## FESTIVAL FRANCO-ESPAGNOL

VARIETES ET BAL

Le 27 janvier 1951

Salle des Sociétés Savantes

Rue Danton. Métro Odéon

Entrée : 150 francs.

Organisé par la Région Andalouse

C.N.T.A.A.T. au bénéfice de S.I.A.

en faveur des enfants malheureux, malades et hospitalisés.

## HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

par J. MAITRON

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D. E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.G.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>, C.C.P. 50-2-44).